Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2007

Identités nationales d'État

Histoires de vie harkies, ou l'institutionnalisation d'une identité d'État

Harki Life Histories, or The Institutionalisation of a State Identity

Giulia Fabbiano

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3023>

DOI : 10.4000/jda.3023

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 173-184

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Giulia Fabbiano, « Histoires de vie harkies, ou l'institutionnalisation d'une identité d'État », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 02 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3023> ; DOI : 10.4000/jda.3023

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Journal des anthropologues

Histoires de vie harkies, ou l'institutionnalisation d'une identité d'État

Harki Life Histories, or The Institutionalisation of a State Identity

Giulia Fabbiano

- 1 Nordine était un immigré algérien n'ayant pas la nationalité française, mais ayant droit aux allocations des anciens combattants. Il est décédé à Avignon, son corps a été veillé chez sa famille qui réside à Mas Thibert et enterré au carré musulman du village. Sa femme et ses enfants l'avaient rejoint en France en 1968, quelques années après son émigration. Il avait quitté les Beni-Boudouanes en homme seul après une période de détention : incarcéré à la fin de la guerre d'Algérie par le FLN. Il a avait été, comme la plupart des hommes de sa tribu¹, un supplétif de l'armée française.
- 2 L'hadj Belkacem, le frère de Nordine, est algérien. Il habite, avec sa famille, à la périphérie d'El Ataf, à El Chika Ben Yahya, au pied du complexe montagneux de l'Ouarsenis, dans un véritable « palais » d'immigrés, protégé par une haute muraille. Il a construit sa maison, qui dispose de tous les comforts, dont l'eau courante dans un pays où l'eau est un bien rare, après être retourné avec sa famille en Algérie, contre la volonté de ses enfants, en 1971. En 1962 il avait été « rapatrié » avec tant d'autres de sa tribu des Beni-Boudouanes en France et il s'était installé à Mas Thibert, sans jamais demander la nationalité française. Il avait été, pendant la guerre d'Algérie, un supplétif de l'armée française.
- 3 L'hadj Abder, vieil homme âgé à la chéchia blanche, est un harki. Il habite avec sa famille à Mas Thibert. Il est l'oncle paternel de Nordine et de l'hadj Belkacem. Il avait été « rapatrié » en 1962 avec les hommes de sa tribu pour avoir été harki pendant la guerre.
- 4 Quarante-cinq ans après la fin de la guerre d'Algérie le terme « harki »² survit dans l'espace social et public français en mémoire d'un passé qui reste présent, dans le même temps qu'il *surgit* comme une nouvelle assignation identitaire. Sa charge sémantique est doublement équivoque, il devrait désigner les autochtones algériens supplétifs de l'armée française entre 1955 et 1962, mais il désigne les citoyens français ayant servi dans des

troupes supplétives, ainsi que leurs descendants. Il est un terme essentialisé qui parle à la fois du présent au passé, en mêlant les temps du discours et en arrêtant l'existence de ceux qui le portent à une séquence chronologique bien précise. Les fonctions civiles et militaires assumées pendant la guerre d'Algérie se transforment en France en attribut, puis en propriété transmissible de génération en génération (Fabbiano, 2007). L'élément de l'enrôlement – ou de l'« engagement » comme on aime dire bien plus souvent – fonderait l'autorité d'une telle transformation et de la rupture qui en résulte avec le monde de l'immigration algérienne « traditionnelle ».

- 5 Ainsi a-t-on opéré la réduction suivante : un immigré « est essentiellement une force de travail » (Sayad, 1991 : 61), sympathisant ou actif, pendant la guerre d'Algérie, dans les milieux indépendantistes algériens, tandis qu'un harki est un Français de souche nord-africaine utilisé pour pacifier l'Algérie³, devenu par la suite un fidèle défenseur de la patrie, ou un traître, les deux points de vue s'équivalent⁴. Autrement dit, le travail – en dehors des frontières nationales d'appartenance – vient à être la justification même de l'immigré (*ibid.*) et l'*engagement* la justification même du harki ; justification de leur être, mais aussi et surtout justification de leur être-là, c'est-à-dire sur le territoire hexagonal. Dès lors, la présence des ressortissants de l'ex-colonie est classée, ordonnée, catégorisée en raison de deux actions : celle d'émigrer pour travailler et celle de s'enrôler, qui sont rendues incompatibles, bien qu'elles ne relèvent pas du même domaine.
- 6 Or, comme les histoires de vie de Nordine, de Belkacem, d'Abder – exemplaires à ce propos – le montrent, ce processus d'étiquetage exclusif est moins une évidence, qu'une équation historiquement et institutionnellement construite. Nordine, Belkacem et tant d'autres qui ont revêtu l'uniforme français pendant la guerre d'Algérie, autrement dit qui *ont été harkis*, ont pu par la suite devenir des Algériens s'ils n'ont jamais quitté leur pays et ont survécu aux violentes représailles au lendemain de l'indépendance, ou bien s'ils sont rentrés en Algérie après avoir été « rapatriés » en métropole, ou encore ils ont pu devenir des immigrés s'ils se sont rendus en France individuellement après les vagues de « rapatriement » collectif. Abder en revanche *est un harki*. L'hétérogénéité des trajectoires des anciens supplétifs, une fois dissoutes les dernières harkas et les autres corps autochtones, dément ce que le discours social continue à entretenir, à savoir l'essentialisation de « l'engagement profrançais ».
- 7 Force est de constater donc, qu'à l'heure actuelle les harkis ne sont pas ceux qui entre 1955 et 1961 se sont enrôlés de gré ou de force dans les rangs de l'armée coloniale ; si le fait d'*avoir été harki* est sans doute une condition nécessaire, il n'est pas pour autant une condition suffisante pour *être harki* aujourd'hui en France. Le remaniement de cette donnée factuelle et circonstanciée qui est l'enrôlement profrançais en label identitaire est moins un automatisme, que l'œuvre de la gestion postcoloniale mise en place à l'égard de ces « immigrés de leur pays que la France a pris en charge »⁵. Cette gestion s'articule autour de deux moments bien précis : le déplacement vers la métropole des anciens supplétifs, dénommé improprement « rapatriement », et leur installation, pour laquelle le langage officiel fait état d'opération de « reclassement » ou de « recasement ».
- 8 La façon dont l'exode des anciens supplétifs a – ou plutôt n'a pas – été organisé fournit les premiers éléments de compréhension des politiques successives. Désignés comme « des éléments indésirables »⁶, exposés aux vengeances de la population et aux persécutions des vainqueurs, ils n'ont pas été comptabilisés dans le plan de rapatriement prévu pour les Européens d'Algérie. Ainsi, dès les premières arrivées, imposées par l'urgence et l'insécurité, toute autre *infiltration* – selon les termes de Louis Joxe, jadis ministre d'État

chargé des Affaires algériennes – des harkis vers la France a été officiellement interdite, en raison de la saturation des possibilités d'absorption d'une part, et de leur inadaptation à la vie française d'autre part. La priorité accordée aux départs des pieds-noirs et aux autochtones les plus menacés, dont les notables locaux (Buis, 1993), a empêché à la majorité l'accès aux filières officielles du « rapatriement ». Il ne leur restait alors pour gagner la métropole que la bonne foi des militaires, pour la plupart réservistes, qui, dans l'urgence, ont mis en place le départ du plus grand nombre, ou bien l'activation des réseaux de l'immigration. Bien que le dispositif officiel de « rapatriement » n'ait atteint qu'une minorité parmi les supplétifs et leurs familles, une fois en France, tous deviendront des « rapatriés d'origine nord-africaine », pour les distinguer des rapatriés d'origine européenne, et bénéficieront de la réintégration de la nationalité française après une déclaration de volonté au tribunal d'instance. En revanche tous ne feront pas l'objet de la même politique d'accueil ; seulement ceux acheminés par les autorités militaires de manière officielle ou officieuse seront, en vue de leur *assimilation*, pris en charge par les autorités, les autres se ventileront par leurs propres moyens dans le territoire national.

- 9 Le « rapatriement » est donc une autre condition nécessaire pour *être harki*, mais encore non suffisante car, comme le suggère Catherine Wihtol de Wenden « là où la dispersion a réussi, la population "harkie" a disparu des listes de demandeurs d'aides ou des prestations spécifiques et s'est fondue dans la population [...] sans s'enfermer dans une revendication identitaire paralysante » (1991 : 8). En revanche, où la dispersion n'a pas réussi, la population harkie n'a pas disparu des listes de demandeurs d'aides et s'est enfermée – n'aurait-elle pas plutôt été enfermée ? – dans une assignation identitaire paralysante. L'appartenance à cette nouvelle catégorie de nationaux n'est alors réellement déterminée que par l'action des mesures de reclassement, imposées initialement pour faire face aux exigences d'un accueil massif à l'égard de gens présentant « toutes les caractéristiques du sous-développement : analphabétisme, absence de qualification professionnelle, etc. » (Abdellatif, *op. cit.* : 7). Le système de recasement se formalisera, par décision d'une commission interministérielle⁷, dans l'attribution de la tutelle légale des « rapatriés » installés dans les camps au ministère des Rapatriés, « personne morale assurant la charge permanente des familles »⁸. Une note de septembre 1962 indique le double objectif des camps de transit : « 1) l'hébergement temporaire des familles en attendant leur dispersion vers une destination définitive ; 2) le triage des nouveaux débarqués en instance d'acheminement vers d'autres lieux [...] ». Des anciens campements militaires sont, alors, mobilisés pour un premier accueil et « lorsque les circonstances l'exigent, un hébergement collectif peut être organisé au profit de certaines catégories de Français rapatriés qui ne seraient pas en mesure d'assurer individuellement leur hébergement et leur reclassement professionnel [...] »⁹. Ainsi se bâtissent, sous la tutelle institutionnelle, soixante-quinze hameaux de forestage, qui associent l'hébergement des familles au travail des hommes¹⁰, quarante-deux cités urbaines et deux centres qui rassemblent les « *déchets et déshérités* de la population musulmane rapatriée d'Algérie [...] incapables d'être reclassés dans un circuit économique normal et livrés à l'oisiveté et à ses succédanés (jeu, boisson) »¹¹, c'est-à-dire vieux, infirmes et veuves.
- 10 La gestion des familles à l'intérieur de ces poches d'exclusion en marge de la nation articule les principes de l'assistance et de l'action sociales à ceux du contrôle social et politique, autrement dit les mesures dispensées pour l'adaptation au nouveau contexte

(hébergement et travail) s'accompagnent d'une politique de moralisation, de surveillance et d'encadrement, selon une pratique déjà expérimentée avec l'immigration algérienne (Sayad, 2004 ; voir aussi House, 2004 ; Spire, 2005). L'administration est alors confiée à du personnel recruté parmi les « anciens » d'Algérie¹² en raison de la « connaissance approfondie de la mentalité musulmane ».

- 11 Un double souci parfaitement contradictoire définit l'économie du reclassement, celui de la dispersion et celui du regroupement (Charbit, 2006 : 80), en traduisant cependant l'univoque aspiration assimilationniste de l'époque. Ce n'est qu'en regroupant, c'est-à-dire en mettant en place un encadrement social et sanitaire, tout en faisant attention de « ne pas mettre dans les hameaux des familles de même origine, [car] l'implantation de membres trop nombreux d'une même famille amène inévitablement en cas de difficultés les membres de cette famille à faire bloc, et de ce fait, à opposer une résistance accrue en cas d'application de mesures de discipline »¹³, que la dispersion des familles pourra par la suite se réaliser. Or, l'exigence initiale, sanctionnée par une juridiction d'exception et de tutelle étatique, au lieu d'acheminer les anciens supplétifs et leurs proches vers le droit commun et de les ventiler sur l'ensemble du territoire, s'est institutionnalisée en pratique d'assistanat. En quarante-cinq ans, circulaires et rapports ministériels, ministères, délégations, bureaux et institutions administratives spécifiques¹⁴ se sont malencontreusement succédé dans la gestion de cette altérité nationale sans parvenir à réabsorber l'écart socio-économique d'avec la population autochtone. En revanche, la relégation et le regroupement ont inauguré la formalisation des harkis en tant que collectivité.
- 12 L'assignation identitaire n'est cependant pas que l'effet d'une volonté politique qui, sous couvert de prôner l'intégration et la protection des familles des anciens supplétifs, a étiqueté, catégorisé, distingué. La construction d'une nouvelle forme d'identitarisme ne saurait pas s'expliquer sans prendre en compte la dimension mémorielle, dans ses us et ses abus. L'amnésie officielle qui a couvert pendant presque quarante ans l'entreprise coloniale et son dépassement a également atteint le sort des harkis. Néanmoins, « oublier », cette drôle d'injonction de la mémoire coloniale, n'a pu empêcher le retour du refoulé : « tout se passa – observe Raphaëlle Branche – comme si les différents canaux qui avaient drainé, séparément et de manière souterraine, des pans entiers de mémoire sur la guerre, faisaient surface, dans les années 1990, en déversant leurs poids d'histoires et d'interrogations, de désirs de reconnaissance et de revendication, dans un même fleuve irriguant l'ensemble de la société française » (Branche, 2005 : 39). Depuis, les paroles se sont succédé, les commémorations ont été admises dans l'agenda officiel, de sorte que « la mémoire de la guerre d'Algérie semble accéder à une forme de permanence, à une inscription dans l'espace public et culturel » (Rosenman, 2004 : 7). Les harkis n'y échappent pas. Dès juin 1994, « la République française témoigne sa reconnaissance envers les rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie pour les sacrifices qu'ils ont consentis » ; et le 25 septembre 2001 elle reconnaît l'abandon « qu'elle n'a pas su empêcher »¹⁵, tout en leur rendant hommage pour le choix de la France exprimé il y a quarante ans.
- 13 En moins de quatre décennies, les harkis sont passés d'éléments indésirables à fidèles défenseurs de la patrie, de grands absents du discours national à protagonistes de l'œuvre accomplie par la France en Algérie, sans que leur situation quotidienne marquée par l'exclusion et la marginalité ait véritablement changé. Le changement profond est intervenu plutôt dans le glissement sémantique du terme « harki », qui désigne désormais

une nouvelle catégorisation identitaire auparavant inexistante, ainsi qu'une entité collective, sinon même une véritable communauté nationalisée tout en restant porteuse d'altérité, résultant à la fois de l'institutionnalisation progressive et défailante de l'exigence de mettre en place rapidement un système de reclassement et de l'institutionnalisation d'une mémoire d'État du conflit franco-algérien.

- 14 À partir de ce moment, les harkis ne sont plus seulement officiellement reconnus comme des hommes qui se sont battus pour la France et pour les idéaux qu'elle représente¹⁶, en occultant ainsi l'hétérogénéité des facteurs de l'enrôlement, mais ils sont officiellement reconnus – et donc différenciés – comme une composante identitaire de la nation. S'il est vrai que « on ne naît pas harki : on le devient entre 1955 et 1961 » (Hamoumou, 1993 : 44), une fois devenu on peut l'être à jamais. L'engagement – car le mot s'impose – se fait propriété substantielle et dissimule alors, par-delà les histoires individuelles, les ruses de ce processus d'institutionnalisation identitaire, autrement dit de l'articulation bien plus complexe entre le comportement profrançais, le « rapatriement » et le dispositif d'accueil.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDELLATIF S., 1988. « *Un isolat contemporain* » : les Français-Musulmans. Rapport intermédiaire remis à la Direction du Patrimoine ethnologique, ministère de la Culture.
- BRANCHE R., 2005. *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?* Paris, Seuil.
- BUIS G., 1993. « La tragédie des harkis », in AGERON C.-R. (dir.), *L'Algérie des Français*. Paris, Seuil : 313-317.
- CHARBIT T., 2006. *Les harkis*. Paris, La Découverte.
- FABBIANO G., 2006. *Des générations postalgériennes. Discours, pratiques, reconfigurations identitaires*. Thèse de doctorat en sociologie et en anthropologie. Paris, EHESS, Università degli studi di Siena.
- FABBIANO G., 2007. « De l'indigène colonial aux générations postalgériennes. Processus d'identification et de différenciation des descendants de harkis et d'immigrés », *Migrations Société*, 19(113) : 95-110.
- HAMOUMOU M., 1993. *Et ils sont devenus harkis*. Paris, Fayard.
- HOUSE J., 2004. « Contrôle, encadrement, surveillance et répression des migrations coloniales : une décolonisation difficile (1956-1970) », *Bulletin de l'IHTP*, 83. html : http://www.ihtp.cnrs.fr/dossier_monde_colonial/house.html
- MELIANI A., 1993. *Le drame des harkis, la France honteuse*. Paris, Éd. Perrin.
- ROSENMAN A. D., 2004. « Au sein d'un récit qui serait aussi vaste... », in ROSENMAN A. D. et VALENSI L. (dir.), *La guerre d'Algérie dans la mémoire et l'imaginaire*. Paris, Bouchène : 7-14.
- SAMRA M. A., FINAS F.-J., 1987. *Regroupement et dispersion. Relégation, réseaux et territoires des Français-Musulmans*. Rapport remis à la Caisse nationale des allocations familiales.
- SAYAD A., 1991. *L'immigration ou le paradoxe de l'altérité*. Bruxelles, De Boeck.

SAYAD A., 2004. « L'immigration en France, une pauvreté "exotique" », in KADRI A. & PREVOST G. (dir.), *Mémoires algériennes*. Paris, Syllepse : 121-151.

SPIRE A., 2005. « D'une colonie à l'autre. La continuation des structures coloniales dans le traitement de la migration algérienne en France après 1945 » in WEIL P. & DUFOIX S., (dir.), *L'esclavage, la colonisation et après... France, États-Unis, Grande-Bretagne*. Paris, PUF : 387-409.

WIHTOL DE WENDEN C., 1991. « Harkis : le paradoxe identitaire », *Regards sur l'actualité*, 175 : 33-43.

NOTES

1. Le terme « tribu » peut apparaître équivoque ou détourné, son utilisation ici reprend cependant le langage emic. Les trois histoires de vie, brièvement présentées, sont celles de trois hommes de la tribu des Beni-Boudouanes, dans l'Ouarsenis, administrée pendant la guerre d'Algérie par le Bachaga Boualam. Cf. Fabbiano (2006).
2. L'étymologie de « harki » dérive du mot arabe *harka*, qui signifie le mouvement, l'état de l'action, employé depuis le début du XXe siècle pour indiquer les troupes de milice levées par une autorité politique et religieuse. Dès 1914, il a été utilisé pour nommer les troupes de supplétifs renforçant l'armée régulière dans l'armée française d'Afrique du Nord. Lors de la guerre d'Algérie, les harkas ne seront qu'une unité de supplétifs de l'armée métropolitaine, à côté des groupes d'autodéfense (GAD), des groupes mobiles de sécurité (GMS), qui se sont substitués aux groupes mobiles de protection rurale (GMPR), des *maghzens*. Par synecdoque, le mot harki désigne aujourd'hui tous les enrôlés des différents corps.
3. Je détourne ici les propos du général Challe exprimés dans une directive du 22 décembre 1958 : « L'utilisation des Français de souche nord-africaine (FSNA) est d'abord un impératif moral. Nous ne pacifierons pas l'Algérie sans les Algériens. [...] Le meilleur chasseur du "fellagha" est le FSNA. Le FSNA sera donc utilisé au maximum sous toutes ses formes : appelés, engagés, harkis, GMS, *moghaznis*, autodéfense ». Le général Challe cité in Méliani (1993 : 18).
4. La représentation du harki comme fidèle défenseur de la patrie fait écran à celle du harki comme traître historique de la nation algérienne, les deux s'appuyant sur une politisation manichéenne et une idéologisation des raisons de l'enrôlement, en dépit de la complexité de la situation coloniale et de l'organisation sociale autochtone.
5. Propos du secrétaire d'État à l'agriculture (1962) repris par Abdellatif (1988).
6. Propos de Louis Joxe, ministre d'État chargé des Affaires algériennes, au Conseil des ministres, le 24 mai 1962.
7. Commission réunissant le 13 juillet 1962 des représentants du ministère des Rapatriés, du ministère du Travail et de la Santé.
8. Le chef du Service des Français d'Indochine et Musulmans (SFIM) se prononce à ce sujet à la cour des comptes : « L'État français prenant totalement en charge ces musulmans et leurs familles (logement, nourriture, soins, etc.), il ne paraissait pas nécessaire ni opportun de leur verser les sommes relativement importantes que, dans leur imprévoyance bien connue, ils auraient risqué de gaspiller inutilement », cité in Samra & Finas (1987 : 34). Souligné par nous.
9. Décret n° 62 938 du 8 août 1962.
10. Les travaux de forestage effectués par les hommes hébergés dans les hameaux n'étaient pas assimilés à du travail salarié, relevant plutôt du régime de l'action sociale.
11. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires sociales, le 11 janvier 1966, citée in Samra & Finas (*op. cit.* : 51). Souligné par nous.
12. Les pratiques utilisées à l'égard des « rapatriés » calquent celles déjà mises en place à l'égard de la main-d'œuvre nord-africaine pendant la colonisation. Se réactualisent dans un cas comme

dans l'autre les consignes établies en terre algérienne dans la gestion de la population indigène et concrétisée par l'instauration des « bureaux arabes » (en 1844), dont la fonction était à la fois de renseigner « sur l'esprit des populations » et de « pourvoir à l'administration des tribus ».

13. Propos d'un inspecteur du Service des Français Musulmans (SFM) en 1964, cité in Samra & Finas (*op. cit.* : 49).

14. Il serait impossible ici de fournir un historique détaillé de mesures spécifiques conçues à l'égard des anciens supplétifs et de leurs familles, ainsi que des institutions qui les ont eu en charge. Il suffira de mentionner que les questions relatives aux rapatriés sont prises en charge par le ministère des Rapatriés (1962-1964), le ministère de l'Intérieur (1964-1966), le ministère des Affaires sociales (1966-1967), le ministère du Travail (1967-1976), le secrétariat d'État aux rapatriés (1976-1988), la Délégation aux rapatriés (1988-1991) et enfin depuis 2002 le Haut Conseil aux rapatriés, par l'intermédiaire du SFIM, qui devient SFM, avant de se transformer en bureaux d'information, d'aide et de conseil pour les Français musulmans (BIAC), qui seront supprimés pour mauvaise gestion de fond et remplacés par des délégués régionaux sous l'autorité des préfets.

15. Extrait du discours prononcé par le président de la République française Jacques Chirac aux Invalides à Paris, lors de la première journée nationale d'hommage aux harkis et à leurs familles, le 25 septembre 2001.

16. *Idem.*

RÉSUMÉS

Quarante-cinq ans après la fin de la guerre d'Algérie le terme « harki » survit dans l'espace social et public français en mémoire d'un passé qui reste présent, dans le même temps qu'il surgit comme une nouvelle assignation identitaire. Sa charge sémantique est doublement équivoque, il devrait désigner les autochtones algériens supplétifs de l'armée française entre 1955 et 1962, mais il désigne les citoyens français ayant servi dans des troupes supplétives. Le remaniement de la donnée factuelle et circonstanciée qu'est l'enrôlement dans les rangs français en label identitaire, véritable opération d'institutionnalisation de l'altérité, ne saurait s'expliquer sans prendre en compte la gestion postcoloniale mise en place à l'égard des familles des anciens supplétifs d'une part et la dimension mémorielle, dans ses us et ses abus, d'autre part. L'articulation de ces deux éléments permet d'affirmer que si le fait d'avoir été harki est sans doute une condition nécessaire, il n'est pas pour autant une condition suffisante pour être harki aujourd'hui en France.

Forty-five years after the end of the Algerian war the expression « harki » survives in the French social and public sphere in memory of a past which remains present, at the same time as it suddenly appears as a new assigned identity. Its semantic charge is doubly ambiguous: it should be used to refer to the autochthonous Algerians who enrolled as auxiliary soldiers in the French army between 1955 and 1962, but it refers to French citizens who served in these auxiliary troops. The reworking of a specific factual circumstance, enrolment in the French army, into an identity label – a veritable institutionalisation of otherness – cannot be explained without taking into account, on one hand, the postcolonial management of the former auxiliary soldiers' families and, on the other, the memorial dimension, with its uses and abuses. The articulation of these two elements makes it possible for us to assert that if the fact of having been harki is

undoubtedly a necessary condition, it is nevertheless not a sufficient condition for being harki today in France.

INDEX

Keywords : categorization, former auxiliary soldiers, harkis, identity, institutionalisation of identity, memory, postcolonialism

Mots-clés : anciens supplétifs, catégorisation, harkis, identité, institutionnalisation identitaire, mémoire, postcolonialisme

AUTEUR

GIULIA FABBIANO

CADIS (EHESS-CNRS)